

## La déclaration de Bangkok

*Plus de 400 femmes travaillant dans les divers domaines de la communication auprès d'organisations et de réseaux médiatiques dans plus de 80 pays sur tous les continents se sont réunies du 12 au 17 février 1994 à Bangkok pour discuter d'une "Communication donnant le pouvoir d'être et d'agir à la femme". Cette conférence était organisée conjointement par l'Association Mondiale pour la Communication Chrétienne (AMCC), Londres, Isis International, Manille, et International Women's Tribune Centre (IWTC), New York. Ce qui suit est la Déclaration finale que les participants ont approuvée.*

Nous recherchons un ordre mondial plus juste, plus soucieux de l'être humain, et plus durable. Nous nous préoccupons des tendances actuelles du développement, marquées par une mondialisation des économies et des médias. Il en a résulté une centralisation du contrôle des ressources et des prises de décision dont l'effet est de permettre à une culture de dominer et de marginaliser les femmes, la nature, les minorités ainsi que les populations indigènes et du Tiers Monde.

Les femmes se consacrent aux besoins fondamentaux de nos sociétés en matière de création de vie et de préservation de l'environnement. Mais nous sommes placées au bas de toutes les hiérarchies y compris celles des organisations religieuses. Si nos intérêts sont satisfaits, ceux de l'humanité entière le seront également.

Femmes actives dans la communication, nous considérons que nous avons à veiller à ce qu'une place centrale soit accordée aux préoccupations, aspirations et visions des femmes, et à ce que ces choses soient divulguées.

Les mass-médias sont aujourd'hui un outil à dominance masculine utilisé par ceux qui sont au pouvoir. Au niveau mondial, ces médias sont contrôlés par le Nord. Au niveau national, ils sont entre les mains d'élites locales. Dans leur structure actuelle, les médias propagent des styles de vie qu'il ne sera pas possible de préserver; ils favorisent aussi le militarisme, une paupérisation croissante, et des schémas de consommation qui font des gens des consommateurs non seulement de marchandises, mais également d'idées et d'idéologies. Les femmes, les enfants et la plupart des hommes y restent invisibles et leur voix n'y est pas entendue. On constate un manque particulier de respect pour l'intégrité et la dignité de la femme: stéréotypées et déshumanisées, nous avons été transformées en marchandises. Le recours excessif à la violence par ces médias tend à détruire les sensibilités de l'humanité toute entière.

Pour ces raisons, il est indispensable de promouvoir des formes de communication qui non seulement contestent la nature patriarcale des médias, mais qui également visent à décentraliser et à démocratiser ces formes de communication en créant des médias qui encouragent le dialogue et le débat, qui font progresser la créativité à la fois de la femme et des destinataires, qui réaffirment la sagesse de la femme, et qui s'adressent à des sujets plutôt qu'à des objets ou à des cibles commerciales. Autrement dit, des médias qui répondent aux besoins de l'être humain.

Dans les années qui ont suivi la Conférence mondiale de Nairobi sur la femme (1985), laquelle a clos la décennie des Nations unies pour la femme, nos réseaux et nos organisations se sont étendus. Nous avons procédé à de multiples interventions et pris de nombreuses positions à tous les niveaux : local, national, régional et international.

Cependant, malgré nos réalisations, des tendances mondiales négatives n'ont cessé de s'imposer davantage.

C'est dans ce contexte que nous avons examiné diverses orientations visant à mieux équiper nos communications. Ces orientations sont les suivantes:

- Renforcer les médias populaires, notamment ceux auxquels la femme peut accéder, par exemple la narration et les arts visuels et du spectacle, qui font appel à la connaissance, à la sagesse et à la créativité de la femme.
- Intégrer à nos créations médiatiques des valeurs humaines telles que l'harmonie avec la nature, la coopération, l'éducation des enfants, l'attention pour le prochain, l'amour, la compassion et nos luttes pour la liberté, afin que nos solutions complémentaires ne deviennent pas hiérarchiques, peu démocratiques, et élitaires.
- Adopter des méthodes d'éducation et de formation permettant aux organisations de femmes et groupes communautaires d'accéder aux médias existants afin qu'ils puissent communiquer efficacement leurs propres messages et préoccupations.
- Améliorer les opportunités de formation technique pour les femmes dans les domaines de la communication.
- Intégrer une sensibilité à la condition de la femme, à l'histoire locale et à la diversité des cultures à la formation des professionnels de la communication.
- Elaborer des programmes scolaires nationaux de nature à encourager, par leur enseignement théorique et pratique, la réflexion critique parmi les générations de demain.
- Poursuivre des recherches sur la place de la femme dans les médias au niveau local.
- Monter des campagnes à l'intention des formateurs de l'opinion et des consommateurs des médias afin de sensibiliser le public à la manière dont les problèmes de développement affectent la femme.
- Renforcer les réseaux d'observation par des dispositifs légaux afin de veiller au fonctionnement démocratique des médias.
- Mettre en place des réseaux de communication et de collaboration.
- Renforcer nos rapports avec des alliés potentiels au sein des hiérarchies (administrations publiques, politiciens, entreprises, donateurs, dirigeants médiatiques) afin de traduire nos stratégies en actions concrètes.
- Etablir des rapports de solidarité et d'action entre des femmes et des hommes sensibles aux questions de promotion féminine et actifs dans les médias à tous les niveaux.

- Poursuivre des efforts pour nouer des liens entre les réseaux de femmes et pour établir des rapports élargis avec d'autres réseaux concernés par le bien de l'être humain.
- Attirer l'attention sur des aspects particuliers des réseaux de communication et renforcer les échanges d'information: entre des organisations et groupes urbains et ruraux, au travers des barrières linguistiques, à divers niveaux de conscience et d'accès technologique, et dans des situations d'oppression.
- Veiller à la dissémination la plus large et appropriée possible de l'information dégagée de rencontres des Nations unies concernant la vie et l'avenir des populations humaines et former des gens dans les méthodes qui permettraient de tirer parti de cette information.
- Veiller à ce que des femmes participent à ces rencontres et à ce que leur point de vue y soit pris en considération.

Nous avons également invité les organisateurs de la Conférence à faire progresser les activités suivantes:

- Entreprendre un effort mondial pour étudier toutes les pratiques actuelles de la communication par la femme et organiser des ateliers afin de les faire valoir.
- Explorer les perspectives d'un réseau éventuel de communication par satellite pour et par les femmes.
- Veiller à une dissémination mondiale et rapide des positions défendues par les femmes réunies à la Conférence mondiale sur la femme et au Forum des ONG à Beijing en utilisant les communications par satellite.
- Réaliser une vidéo sur la vie des femmes à travers le monde afin de la projeter et de la diffuser à Beijing.
- Faire campagne en faveur d'une journée, à la conférence de Beijing, au cours de laquelle des organisations de diffusion mondiales pourront promouvoir des émissions réalisées par les femmes.
- Organiser une journée au début de 1995 qui serait consacrée à une étude de la situation générale des médias dans le monde et dont on utiliserait les constatations pour dresser un bilan de la situation actuelle de la femme au sein des médias.
- Faire campagne pour que l'année 1996 soit déclarée Année internationale de la femme comme agent de la communication.

Nous reconnaissons également que, pour réaliser notre objectif de justice sociale et de démocratie participative, il nous faut faire en sorte que des pressions soient exercées sur ceux qui détiennent actuellement le pouvoir:

### **Gouvernements et décisionnaires**

Il y a lieu de mettre en oeuvre les nombreuses conventions internationales relatives à la femme, y compris les Stratégies prospectives de Nairobi, les dispositions de la

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre la femme, et la Déclaration de Vienne sur les Droits de l'Homme, point 21 de l'ordre du jour.

### **Organismes de financement**

Il faut réexaminer les politiques de ces organismes afin qu'ils accordent la priorité au renforcement des médias et des réseaux de communication de femmes au moyen de concours pertinents, pratiques et substantiels.

### **Addendum**

Les préoccupations et appels supplémentaires suivants ont été formulés lors de la séance plénière finale de la Conférence:

- Une inquiétude concernant l'intensification des fondamentalismes religieux et des violences qui les accompagnent, ainsi que la suppression, par ces fondamentalismes, de toute possibilité d'expression pour les femmes.
- La reconnaissance du fait que les femmes doivent pouvoir garder la maîtrise de leur sexualité et qu'il nous appartient, en tant que communicatrices, de ne pas perpétuer l'idée que les lesbiennes n'ont pas le droit de se faire connaître, et de ne pas supposer que tous les gens sont hétérosexuels.
- Un appel à tous les gouvernements pour qu'ils remettent en liberté les écrivains et les journalistes qui sont en prison pour des raisons politiques.
- Une préoccupation face à l'exploitation de femmes et de jeunes filles par les industries du sexe.